

339 418 535 (87 A 32)

C E S S I O N D E P A R T S

LES SOUSSIGNES :

1°) - Monsieur Jean-Marc GUYON, expert-comptable,
commissaire aux comptes

Né le 7 janvier 1941 à Clermont-Ferrand (63)

Mariée avec Madame Jeanine LAYBROS sous
le régime légal de la communauté de biens
réduite aux acquêts à défaut de contrat
de mariage préalable à son union célébrée
à la mairie de Thiezac (15) le 7
novembre 1964.

Demeurant 18 rue Dolly à Chamalières (63)

Agissant avec l'accord de son épouse
soussignée, conformément aux dispositions de
l'article 1424 du Code Civil.

Monsieur Jean-Louis HUSS, expert-comptable
commissaire aux comptes,

Divorcé,

Né le 10 septembre 1940 à Haguenau (67)

Demeurant 3 rue des Roches Fleuries à
Chamalières (63)

Monsieur Jacques RIVIERE, expert-comptable
commissaire aux comptes,

Né le 20 juin 1949 à Clermont-Ferrand (63)

Marié avec Madame Andrée MOUNIER sous le régime
légal de la communauté de biens réduite aux
acquêts à défaut de contrat de mariage préalable
à son union célébrée à la mairie de la Seyne sur Mer,
le 7 Août 1971.

Demeurant 6 rue Marius BLANCHOT à
Perignat les Sarlièves (63).

Enregistré à Clermont-Ferrand Nord-Ouest
 Bordereau N° 233/10 le 28 JUL 1995
 Reçu à six cent noisante sept francs.
 Pour le Receveur Principal
 LE FONDE DE POUVOIR,
[Signature]

[Handwritten signatures and initials at the bottom of the page]

ARTICLE 935 du G.G.I.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1953

Agissant avec l'accord de son épouse, conformément aux dispositions de l'article 1424 du code civil.

Monsieur Jean-Noel SERIN, expert-comptable commissaire aux comptes,

Né le 14 décembre 1944 à Clermont-Ferrand (63)

Marié avec Madame Michèle COISSARD sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de Clermont-Ferrand (63), le 1er mars 1969.

Demeurant 18 rue Sibony à Cébazat (63)

Agissant avec l'accord de son épouse, conformément aux dispositions de l'article 1424 du code civil.

Monsieur Jean-Louis TRINCAL, expert-comptable commissaire aux comptes,

Né le 30 novembre 1941 à Clermont-Ferrand (63)

Marié avec Madame Michelle BONNEFOND sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de Chamalières (63), le 15 avril 1968.

Demeurant à Sarcenat à Orcines (63).

Agissant avec l'accord de son épouse conformément aux dispositions de l'article 1424 du code civil.

Ci-après dénommés "LE CEDANT"

D'UNE PART

2°) - Monsieur Claude AUBERT, expert-comptable commissaire aux comptes,

Né le 25 Août 1956 à Bourg Lastic (63)

Marié avec Madame Pascale MONEY sous le régime de la séparation de biens aux

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page.

ARTICLE 103 du C.G.I.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1973

termes d'un contrat de mariage reçu par
 Me Rivoire, notaire à Clermont-Ferrand (63) ,
 le 25 mars 1982, préalablement à son union
 célébrée à la mairie de Ceyssat (63), le 3
 avril 1982.

Demeurant 19 rue Paul Gauguin à Chamalières (63).

Ci-après dénommé "LE CESSIONNAIRE"

D'AUTRE PART

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

E X P O S E

Aux termes de statuts en date à Clermont-Ferrand (63), du 21 novembre 1986, ainsi que divers autres actes, il existe une société à responsabilité limitée de commissaires aux comptes , dénommée "VISAS 4 COMMISSARIAT" au capital de 250 000 francs , divisé en 2 500 parts sociales de cent francs chacune, dont le siège est à Clermont-Ferrand (63) - 56 Bd Gustave Flaubert , immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Clermont-Ferrand sous le numéro B 339 418 535 et qui a pour objet :

- l'exercice de la profession de Commissaire aux comptes telle qu'elle est définie par les textes législatifs et réglementaires.

ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur Jean-Marc GUYON possède dans cette société 375 parts sociales numérotées de 376 à 500 et 751 à 1 000 de cent francs chacune.

Monsieur Jean-Louis HUSS possède dans cette société 375 parts sociales numérotées de 1 126 à 1 500, de cent francs chacune.

Monsieur Jacques RIVIERE possède dans cette société 375 parts sociales numérotées de 1 001 à 1 125 et 1 501 à 1 750 de cent francs chacune.

deux

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

ARTICLE 905 du C.G.I.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1953

Monsieur Jean-Noel SERIN possède dans cette société 500 parts sociales numérotées de 501 à 750 et 1 751 à 2 000 , de cent francs chacune.

Monsieur Jean-Louis TRINCAL possède dans cette société 375 parts sociales numérotées de 251 à 375 et 2 251 à 2 500, de cent francs chacune.

CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Jean-Marc GUYON cédant, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à Monsieur Claude AUBERT , cessionnaire, soussigné de seconde part qui accepte, la pleine propriété de 18 parts sociales, numérotées de 376 à 393 , lui appartenant dans la société "VISAS 4 COMMISSARIAT".

Par les présentes, Monsieur Jean-Louis HUSS, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à Monsieur Claude AUBERT, cessionnaire, soussigné de seconde part, la pleine propriété de 18 parts sociales numérotées de 1 126 à 1 143, lui appartenant dans la société sus-visée.

Par les présentes, Monsieur Jacques RIVIERE, soussigné de première part, cède et transporte , sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à Monsieur Claude AUBERT, cessionnaire, soussigné de seconde part, la pleine propriété de 18 parts sociales numérotées de 1 001 à 1 018, lui appartenant dans la société sus-visée.

Par les présentes, Monsieur Jean-Noel SERIN, soussigné de première part, cède et transporte , sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à Monsieur Claude AUBERT, cessionnaire soussigné de seconde part, la pleine propriété de 35 parts sociales portant les numéros 501 à 535 lui appartenant dans la société sus-visée.

Par les présentes, Monsieur Jean-Louis TRINCAL, soussigné de première part, cède et transporte par les présentes sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à Monsieur Claude AUBERT, cessionnaire soussigné de seconde part, la pleine propriété de 18 parts sociales, portant les numéros 251 à 268 lui appartenant dans la société sus-visée.

rdau

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

[Signature]

PROPRIETE JOUISSANCE

Au moyen de la présente cession, Monsieur Claude AUBERT, sera propriétaire des parts cédées, à compter de ce jour, et en aura la jouissance par la perception de tous les dividendes, revenus et produits qui pourront être distribués, à compter de ce même jour.

En conséquence, le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

PRIX - MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de CENT TRENTE francs par part (130 F), soit au total TREIZE MILLE NEUF CENT DIX francs (13 910 F) pour les 107 parts cédées, laquelle somme a été payée comptant, ce jour par le cessionnaire aux cédants, dans les proportions suivantes:

- au profit de Monsieur Jean-Marc GUYON, Monsieur Jean-Louis HUSS, Monsieur Jacques RIVIERE, et Monsieur Jean-Louis TRINCAL une somme de DEUX MILLE TROIS CENT QUARANTE FRANCS (2 340 F) chacun.

- au profit de Monsieur Jean-Noel SERIN, la somme de QUATRE MILLE CINQ CENT CINQUANTE FRANCS (4 550 F).

qui lui en donnent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCEAGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts, la présente cession a été dûment agréée conformément aux dispositions statutaires par décision collective extraordinaire en date du 22 mai 1995.

FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes, en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

S I G N I F I C A T I O N

[Handwritten signatures and initials]

LE GÉNÉRAL
LE GÉNÉRAL
LE GÉNÉRAL

1917

264359

Conformément aux dispositions de la loi du 5 Janvier 1988, complétant l'article 20 de la loi du 24 Juillet 1966, la signification à la société sera remplacée par le dépôt d'un original du présent acte de cession au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

F R A I S

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige, à l'exception de ceux consécutifs à la modification des statuts qui seront à la charge de la société.

Fait à Clermont-Ferrand

Le 26.07.1995

en 10 originaux

x 11 - Amisou
Amisou

x 11 - Amisou

J. Guy?

[Signature]

Amisou

x 17 - Amisou
Amisou

[Signature]

[Signature]

Amisou

[Signature]

ARTICLE 93 DE C.C.I.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1977

" VISAS 4 COMMISSARIAT "

société à responsabilité limitée
au capital de 250 000 francs
56 bd Gustave Flaubert

63000 CLERMONT-FERRAND

RCS CLERMONT-FERRAND B 339 418 635

(87 B82)

REUNION DES ASSOCIES

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

Le 31 juillet mil neuf cent quatre
vingt-quinze,

à 18 heures,

Les associés ont tenu une réunion au siège
social sur la convocation du Gérant.

Monsieur Jean-Noel SERIN, associé-gérant,
préside la réunion.

Le Gérant rappelle que les parts formant le
capital social, appartiennent, savoir :

- à Monsieur Jean-Marc GUYON,
à concurrence de..... 357 parts
- à Monsieur Jean-Louis HUSS,
à concurrence de..... 357 parts
- à Monsieur Jacques RIVIERE,
à concurrence de 357 parts
- à Monsieur Jean-Louis TRINCAL,
à concurrence de..... 357 parts
- à Monsieur Claude AUBERT,
à concurrence de..... 357 parts
- à Madame Marie-Françoise GUILLIN
à concurrence de..... 357 parts
- à lui-même, à concurrence de.. 358 parts

Total égal au nombre de
parts composant
le capital social.....500 parts
=====

Le Président de séance constate que les associés sus-nommés sont tous présents, et que l'assemblée est donc régulièrement réunie et qu'elle peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Modification des statuts suite à diverses cessions de parts sociales.

Après ce rappel, le Gérant expose brièvement les motifs de la réunion et il donne lecture du rapport écrit qui a été communiqué aux associés en temps utile, ainsi que du projet de résolution, sur lesquels les associés devront se prononcer.

Le texte du rapport est le suivant :

RAPPORT DE LA GERANCE.

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de vous proposer de modifier l'article SEPT des statuts à la suite de cessions de parts intervenues le

A l'issue de cette intervention, divers commentaires et opinions sont échangés, puis, d'un commun accord, les associés décident de passer au vote.

Les résultats de ce vote sont les suivants :

RESOLUTION UNIQUE .-

L'assemblée générale, comme conséquence de cessions de parts intervenues le décide de modifier comme suit l'article SEPT des statuts qui sera désormais ainsi rédigé :

ARTICLE SEPT - CAPITAL SOCIAL .-

Le capital social est fixé à la somme de
DEUX CENT CINQUANTE MILLE Francs.

Il est divisé en DEUX MILLE CINQ CENT parts sociales de Francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 2 500 , qui sont réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs et en fonction de diverses cessions de parts intervenues, savoir

- à Monsieur Jean-Noel SERIN, à concurrence de 358 parts , portant les N° 643 à 750 1751 à 2 000,ci.....	358	parts
- à Monsieur Jean-Marc GUYON , à concurrence de 357 parts, portant les N° 394 à 500 751 à 1 000 , ci.....	357	parts
- à Monsieur Jean-Louis HUSS , à concurrence de 357 parts, portant les N°1 144 à 1 500,ci....	357	parts
- à Monsieur Jacques RIVIERE à concurrence de 357 parts, portant les N°1 019 à 1 125 1 501 à 1 750 ,ci.....	357	parts
- à Monsieur Jean-Louis TRINCAL à concurrence de 357 parts portant les N° 269 à 375 2 251 à 2 500,ci.....	357	parts
- à Monsieur Claude AUBERT à concurrence de 357 parts portant les N° 1 à 250, 251 à 268 376 à 393 , 501 à 535, 1 001 à 1 018 et 1 126 à 1 143,ci.	357	parts
- à Madame Marie-Françoise GUILLIN à concurrence de 357 parts portant les N° 536 à 642 et 2001 à 2250, ci.....	357	parts

Total égal au nombre de
parts composant
le capital social.....2 500 parts
=====

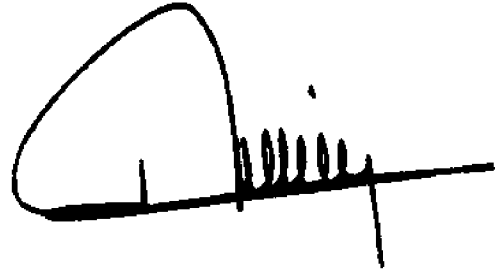
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

*

L'ensemble des questions à l'ordre du jour ayant été abordé, le Président de séance décide de clore la réunion à 19 heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, signé, après lecture par tous les associés présents.

LE GÉNÉRAL COMPTABLE
Le 6/11/11,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'D' followed by several vertical strokes and a horizontal line at the bottom.

339 418 535 (87 B 82)

S T A T U T S

TITRE I

FORME DE LA SOCIETE - OBJET - DENOMINATION

SIEGE - DUREE

ARTICLE PREMIER - FORME DE LA SOCIETE .-

Il est formé entre le ou les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront être créées par la suite, une société à responsabilité limitée régie par les présents statuts et les lois en vigueur, notamment la loi numéro 66-537 du 24 Juillet 1966 et le décret numéro 67-236 du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales, dénommés ici "la loi" et "le décret", tels qu'ils ont été complétés ou modifiés par divers textes postérieurs et notamment par la loi numéro 81 1152 du 30 décembre 1981 et notamment par les lois du 30 décembre 1981 et du premier mars 1984 ainsi que par leurs décrets d'application ; la société est, en outre régie par les lois et règlements sur l'organisation et l'exercice de la profession de commissaire aux comptes.

En conséquence les trois quarts au moins des associés devront être des commissaires aux comptes.

ARTICLE DEUX - OBJET .-

La société a pour objet l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes telle qu'elle est définie par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles constituées entre des membres de professions libérales et qui ont pour objet exclusif de faciliter à chacun de ceux-ci l'exercice de leur activité, ni se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupement d'intérêt.

ARTICLE TROIS - DENOMINATION .-

La dénomination de la société est : "VISAS 4 COMMISSARIAT".

Cette dénomination devra être portée sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers ; elle devra être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." de commissaires aux comptes et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE QUATRE - SIEGE .-

Le siège de la société est établi
56, boulevard Gustave Flaubert - 63000 CLERMONT-FERRAND.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en vertu d'une délibération des associés prise dans les conditions prévues pour les modifications des statuts.

ARTICLE CINQ - DUREE .-

La durée de la société est fixée à soixante années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus ci-après.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - REPARTITION DES PARTS SOCIALES .-

ARTICLE SIX - APPORTS .-

Il a été fait apport à la Société des sommes en numéraire suivantes :

- Par Monsieur Claude AUBERT, une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000 F.
- Par Madame Marie-Christine DEVILLARD, une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000 F.
A reporter	50 000 F.

Report	50 000 F.
- Par Monsieur Roger CONCHON, une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000 F.
- Par Monsieur Jean-Marc GUYON, une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000 F.
- Par Monsieur Jean-Louis HUSS, une somme de CINQUANTE MILLE francs, ci	50 000 F.
- Par Monsieur Jacques RIVIERE, une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000 F.
- Par Monsieur Jean-Noël SERIN, une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000 F.
- Par Monsieur Alain SCUSTROT, une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000 F.
- Par Monsieur Jean-Louis TRINCAL, une somme de VINGT CINQ MILLE francs, ci	25 000 F.

Soit au total la somme de 250 000 F.
=====

laquelle somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE francs a été déposée par les associés le vingt-et-un novembre 1966 au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation à la Banque : "SOCIETE GENERALE" - Agence de CLERMONT FERRAND (63), 40, avenue des Etats-Unis.

Cette somme sera retirée par la gérance de la Société, sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce, attestant l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE SEPT - CAPITAL SOCIAL .-

Le capital social est fixé à la somme de
DEUX CENT CINQUANTE MILLE Francs.

Il est divisé en DEUX MILLE CINQ CENT parts sociales de Francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 2 500 , qui sont réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs et en fonction de diverses cessions de parts intervenues, savoir

- à Monsieur Jean-Noel SERIN,
à concurrence de 358 parts ,
portant les N° 643 à 750
1751 à 2 000,ci..... 358 parts

- à Monsieur Jean-Marc GUYON ,
à concurrence de 357 parts,
portant les N° 394 à 500
751 à 1 000 , ci..... 357 parts

- à Monsieur Jean-Louis HUSS ,
à concurrence de 357 parts,
portant les N°1 144 à 1 500,ci.... 357 parts

- à Monsieur Jacques RIVIERE
à concurrence de 357 parts,
portant les N°1 019 à 1 125
1 501 à 1 750 ,ci..... 357 parts

- à Monsieur Jean-Louis TRINCAL
à concurrence de 357 parts
portant les N° 269 à 375
2 251 à 2 500,ci..... 357 parts

- à Monsieur Claude AUBERT
à concurrence de 357 parts
portant les N° 1 à 250, 251 à 268
376 à 393 , 501 à 535,
1 001 à 1 018 et 1 126 à 1 143,ci. 357 parts

- à Madame Marie-Françoise GUILLIN
à concurrence de 357 parts
portant les N° 536 à 642 et
2001 à 2250, ci..... 357 parts

Total égal au nombre de
parts composant
le capital social.....2 500 parts
=====

ARTICLE HUIT - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL .-

I - Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article et en outre, cette entrée doit être compatible avec les dispositions plus particulières régissant les sociétés de commissaires aux comptes.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés, constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société, celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE NEUF - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS DE CAPITAL .-

Les parts sociales ne sont jamais représentées par des titres négociables, nominatifs, au porteur ou à ordre. Leur propriété résulte des actes et délibérations constatant leur création, leur attribution ou leur transmission régulière.

Chaque part donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une fraction proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne sont tenus, même à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 54 de la loi du 24 Juillet 1966.

Toute part est indivisible à l'égard de la société qui n'en reconnaît toujours qu'un seul propriétaire.

Les co-propriétaires indivis d'une part sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi eux ou parmi les autres associés et ne sont comptés que pour un seul associé. En cas de démembrement de la propriété des parts, et sauf convention contraire dûment notifiée à la société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires, et le nu-propriétaire l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions des associés prises en conformité de la loi et des statuts.

ARTICLE DIX - CESSIION ET TRANSMISSION ENTRE VIFS DES PARTS SOCIALES - AGREMENT DES CESSIONNAIRES - APTITUDE A DEVENIR ASSOCIE DU CONJOINT COMMUN EN BIENS .-

§ 1 - Forme de la cession - Toute cession de parts sociales doit être constatée par un écrit.

La cession n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au registre du commerce.

§ 2 - Agrément des cessions - Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à quelque cessionnaire que ce soit, associé ou non, conjoint, ascendant ou descendant du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

En outre, la cession ne pourra être réalisée que si elle est compatible avec les dispositions plus particulières régissant les sociétés de commissaires aux comptes.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié, par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la société et à chacun des associés.

§ 3 - Procédure de l'agrément et du rachat -

Dans les huit jours qui suivent la notification à la société du projet de cession, la gérance doit consulter les associés, dans les conditions fixées par l'article 21 des présents statuts, afin qu'il soit statué sur le consentement à cette cession.

Cette consultation doit être organisée de telle sorte que la notification de son résultat puisse être adressée au cédant avant l'expiration du délai de trois mois au-delà duquel la cession serait réputée agréée de plein droit, ainsi qu'il est dit ci-dessous.

La décision portant consentement ou refus de consentement n'est pas motivée.

La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé cédant par lettre recommandée avec avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues, le consentement à cette cession est réputé acquis.

Si la cession est agréée, elle est régularisée dans les trente jours qui suivent la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, la cession doit à nouveau être soumise par le cédant au consentement des associés dans les conditions sus-indiquées.

Si la cession n'est pas agréée, l'associé cédant peut, dans les huit jours qui suivent la notification de la décision de la collectivité des associés, faire connaître à la gérance, par lettre recommandée avec avis de réception, qu'il renonce à ladite cession et demeure propriétaire des parts qu'il se proposait de céder.

A défaut d'exercice de ce droit dans le délai sus-indiqué, la gérance notifie aussitôt aux associés, par lettre recommandée avec avis de réception, l'obligation qui leur est faite par la loi d'acquérir ou de faire acquérir les parts offertes dans les délais fixés au § 4 ci-dessous. Les offres d'achat doivent être adressées par les associés à la gérance par lettre recommandée avec avis de réception, dans les quinze jours qui suivent la notification de l'obligation légale d'achat.

La répartition entre les associés acheteurs des parts sociales offertes est effectuée par la gérance proportionnellement aux parts possédées par ces associés et dans la limite de leur demande. S'il y a lieu, les fractions de parts sont attribuées par voie de tirage au sort, auquel il est procédé par la gérance en présence des associés acheteurs ou eux dûment appelés, à autant d'associés acheteurs qu'il reste de parts à attribuer.

Si aucune demande d'achat n'a été adressée à la gérance dans le délai ci-dessus ou si ces demandes ne portent pas sur la totalité des parts offertes la gérance peut faire acheter les parts disponibles par un tiers, sous réserve de faire agréer celui-ci par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

En l'absence d'achat par les associés ou par un tiers acheteur, comme en cas de refus d'agrément de ce tiers par les associés, et sous réserve de l'accord de l'associé vendeur pour le rachat de ses parts par la société, le gérant doit consulter les associés, dans les conditions fixées par l'article 21 des présents statuts, à l'effet de décider s'il y a lieu de procéder à ce rachat et à la réduction corrélative du capital de la société.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des parts est fixé et payé ainsi qu'il est dit sous le § 5 ci-après.

En cas de défaut de consentement de l'associé vendeur au rachat par la société ou de refus de la collectivité des associés de faire procéder au rachat par la société, comme dans le cas où la collectivité des associés n'aurait pu statuer dans le délai de trois mois, l'associé vendeur, s'il détient les parts offertes depuis deux ans au moins, peut réaliser la vente au bénéfice du cessionnaire primitif pour la totalité des parts cédées, nonobstant des offres d'achat partielles, qui auraient été faites par les associés dans les conditions visées ci-dessus.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cessions entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice.

§ 4 - Obligation d'achat ou de rachat des parts dont la cession n'est pas agréée -

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant fixé, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions fixées sous l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus (acquisition des parts offertes ou rachat par la société) n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent.

§ 5 - Fixation et paiement du prix d'achat ou de rachat .-

a) Fixation du prix - Dans le cas où les parts offertes sont acquises par des associés ou par un tiers agréé par eux, la gérance notifie à l'associé cédant les nom, prénoms, qualité et domicile du ou des acquéreurs et le prix de cession des parts est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord un expert désigné par les parties, est chargé de fixer ce prix, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

En cas de désaccord sur la désignation de l'expert, cette désignation est faite à la demande de la partie la plus diligente par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

Dans le cas où les parts sont rachetées par la société et si les parties n'ont pu se mettre d'accord ni sur le prix ni sur la désignation de l'expert, celui-ci est désigné ainsi qu'il est dit ci-dessus, par ordonnance du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

b) Frais d'expertise - Lorsque le prix est fixé par expert, les frais d'expertise sont supportés par moitié par l'associé vendeur et par moitié par les acheteurs au prorata du nombre de parts acquises par chacun d'eux ; en cas de rachat par la société, ces frais sont supportés par moitié par l'associé vendeur et par moitié par la société.

Les frais d'actes sont à la charge des associés acheteurs.

c) Paiement du prix - Dans le cas d'achat par les associés ou par un tiers, le prix d'achat est payable comptant lors de la signature de l'acte constatant la cession des parts, sous réserve de l'accord du vendeur pour consentir des délais de paiement.

Dans le cas de rachat par la société, le prix est également payé comptant, à moins que, conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 Juillet 1966, un

délai de paiement ne pouvant excéder deux ans soit accordé, sur justification, à la société par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

La signature de l'acte d'achat ou de rachat doit intervenir dans les trente jours de la détermination du prix.

§ 6 - Droit au dividende - Il est stipulé que le ou les acquéreurs auront seuls droit à la totalité du dividende afférent à la période courue depuis la clôture du dernier exercice précédant la demande d'agrément par l'associé vendeur jusqu'au jour de la signature de l'acte d'achat ou de rachat.

§ 7 - Aptitude à devenir associé du conjoint commun en biens - En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si la notification intervient après réalisation de l'apport, ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les trois mois de sa demande à défaut de quoi l'agrément est réputé accordé. Quand il résulte de la décision dûment notifiée, que le conjoint n'est pas agréé, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernés.

Le conjoint doit être averti de l'intervention de l'apport ou de l'acquisition des parts au moins un mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE ONZE - DECES - LIQUIDATION DE COMMUNAUTE - ATTRIBUTION OU APPORT DE PARTS .-

§ 1 - Transmission par suite de décès - En cas de décès d'un associé, la société continue entre le ou les associés survivants et les ayants-droits, ou héritiers de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Lesdits héritiers, ayants droits et conjoints, pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, doivent justifier de leurs qualités héréditaires par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droits et conjoints, au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé et, éventuellement, de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires.

§ 2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé - En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou l'ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé doit être soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le partage est notifié par l'époux et l'ex-époux le plus diligent par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la société et à chacun des associés sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir du rédacteur de l'acte de liquidation de la communauté un extrait dudit acte.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de cette notification, le consentement à l'attribution est réputé acquis.

Si la société a consenti à l'attribution, le gérant en avise aussitôt l'époux ou l'ex-époux associé.

Si la société ne consent pas à l'attribution, la gérance en avise aussitôt l'époux ou l'ex-époux non agréé, la décision n'est pas motivée ; elle entraîne pour les associés, et dans un délai de trois mois à compter de cette décision, l'obligation d'acquiescer ou de faire acquiescer ou encore de faire racheter par la société des parts dont l'attribution était projetée en faveur de l'époux ou ex-époux considéré.

En ce qui concerne la procédure à suivre pour ces achats ou ce rachat, comme pour la fixation et le règlement du prix, il est procédé à l'égard de l'époux ou ex-époux non agréé comme il est procédé en cas de cession sous les § 3, 4 et 5 de l'article 10 ci-dessus à l'égard de l'associé cédant.

Si, à l'expiration du délai de trois mois pour réaliser l'achat ou le rachat des parts considérées, aucune des deux solutions d'achat ou de rachat n'est intervenue, l'attribution desdites parts peut être réalisée conformément au partage qui avait été notifié à la société et ce, même si l'époux ou ex-époux qui avant la qualité d'associé possédait les parts en cause depuis moins de deux ans.

§ 3 - Attribution ou apport des parts - En cas de transmission de parts consécutive soit à leur répartition par une personne morale associée au cours de son existence ou de sa liquidation, soit à l'absorption d'une personne morale

associée ou à un apport consenti par cette dernière, les attributaires des parts réparties par la personne morale associée, comme la société absorbante ou société bénéficiaire de l'apport seront, s'ils ne sont pas déjà associés, soumis à agrément dans les conditions prévues sous l'article 10 qui précède.

TITRE III

ADMINISTRATION - GERANCE

ARTICLE DOUZE - NOMINATION - POUVOIRS - RESPONSABILITE .-

I - La société est administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées, choisies avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, par les associés statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires. Les gérants sont obligatoirement choisis parmi les associés commissaires aux comptes.

II - Le gérant ou chacun des gérants représente la société activement ou passivement et exerce tous ses droits.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue ; cette opposition est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

III - Tout gérant, peut, sous sa responsabilité, constituer des mandataires, même étrangers à la société, pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées et autoriser ces mandataires à substituer.

IV - Tout gérant est responsable, individuellement ou solidairement, selon les cas, envers la société ou envers les tiers, des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés à responsabilité limitée, des violations des présents statuts et des fautes commises par lui dans la gestion.

ARTICLE TREIZE - REMUNERATION .-

La gérance peut prétendre, en rémunération de ses fonctions et des responsabilités qui s'y attachent, à un traitement annuel fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, déterminé par décision collective des associés.

ARTICLE QUATORZE - CESSATION DES FONCTIONS DE GERANT .-

Les fonctions des gérants cessent par leur décès, leur interdiction, leur mise en règlement judiciaire ou en liquidation des biens, l'incompatibilité de fonctions, une condamnation les empêchant d'exercer leurs fonctions, leur révocation ou leur démission, leur suppression ou radiation de la liste des commissaires aux comptes.

Chaque gérant, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

La cessation des fonctions des gérants n'entraîne pas la dissolution de la société.

La collectivité des associés peut procéder au remplacement des gérants ; elle doit le faire s'il ne reste plus de gérant ; dans ce cas, un ou plusieurs associés saisissent le Président du Tribunal de Commerce par voie de requête en vue d'obtenir la désignation d'un mandataire de justice chargé de convoquer l'assemblée.

Si la révocation est décidée, sans justes motifs, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

ARTICLE QUINZE - CONVENTIONS REGLEMENTEES .-

Les gérants présentent à l'assemblée générale un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre l'un ou l'autre d'entre eux ou l'un des associés et la société. Ce rapport contient les indications prévues par la loi.

S'il existe un commissaire aux comptes, lesdites conventions lui sont communiquées dans le mois de leur conclusion, ou s'il s'agit de leur continuation, dans le mois de la clôture de l'exercice. Elles font alors l'objet d'un rapport spécial.

La collectivité des associés qui statue sur les comptes de l'exercice, se prononce également sur les conventions faisant l'objet du rapport spécial de la gérance ou du commissaire aux comptes.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge par le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de direction ou membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la présente société.

Il est interdit aux gérants ou associés de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou autrement ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements avec des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoint, ascendants ou descendants des gérants ou associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

TITRE IV

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE SEIZE - COMMISSAIRES AUX COMPTES .-

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par le décret du premier mars 1985 pour deux des critères ayant trait : au total du bilan, au montant hors taxes du chiffre d'affaires, au nombre moyen des salariés au cours de l'exercice. Même si les seuils ci-dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective ordinaire.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

TITRE V

DECISIONS DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIES - ASSEMBLEES

ARTICLE DIX-SEPT - DECISIONS COLLECTIVES .-

La gérance peut à toute époque soumettre à la décision des associés toutes propositions concernant la société. Elle est tenue de le faire dans les divers cas prévus par la loi et les statuts, notamment aux articles 12 et 13.

Ces décisions peuvent être prises, soit en assemblées, soit par voie de consultation écrite des associés, toutefois, l'approbation des comptes annuels devra obligatoirement faire l'objet, dans les six mois de la clôture de l'exercice, d'une assemblée des associés.

ARTICLE DIX-HUIT - CONVOCATION DES ASSEMBLEES - CONSULTATIONS ECRITES .-

I - Les associés et le commissaire aux comptes s'il en a été nommé un sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée indiquant l'ordre du jour.

Lors de la convocation de l'assemblée d'approbation des comptes annuels et dans le même délai, sont adressés aux associés le rapport de gestion, les documents comptables prévus par la loi, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport général du commissaire aux comptes et le rapport spécial établi en application de l'article 50 de la loi du 24 Juillet 1966.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent, et dans le même délai, seuls sont adressés aux associés le texte des résolutions, le rapport du gérant ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes. Les mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée.

Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, cette action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés sont présents ou représentés.

II - En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés, sont adressés à chacun de ceux-ci et au commissaire aux comptes s'il en existe un, par lettre recommandée avec avis de réception.

Les associés disposent d'un délai maximum de vingt jours à compter de la date de réception pour émettre leur vote par écrit.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui, ou par non.

Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus mentionné, sera considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE DIX-NEUF - ASSEMBLEES .-

I - L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par le convoquant qui fixe également le lieu de la réunion. Aucun objet autre que ceux qu'il contient ne peut être mis en délibération. Toutefois, à compter de la communication des documents soumis à l'assemblée annuelle, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

En outre, tout associé non gérant, peut deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Tous les associés ont droit de participer aux décisions collectives et chacun d'eux a autant de voix qu'il possède de parts sans limitation.

Chaque associé peut se faire représenter à l'assemblée par un autre associé ou par son conjoint, en vertu d'un mandat établi dans la forme fixée par la gérance en conformité des prescriptions légales.

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts, sauf l'application du deuxième alinéa de l'article 41 du décret du 23 mars 1967.

L'assemblée peut désigner un secrétaire, lequel peut être un associé, un gérant ou même un tiers non associé.

II - Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires, à prendre sur toutes les questions autres que celles modificatives des statuts doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales ; si, sur une première consultation, cette majorité n'est pas atteinte, il en est fait une seconde ayant le même objet et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des voix émises quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la révocation du gérant, ne peut être décidée qu'à la majorité absolue.

Dans les cas où les décisions à prendre comportent la modification des présents statuts, elles sont qualifiées d'extraordinaires, et doivent, pour être valables, réunir le consentement d'associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Nonobstant ce qui précède, les décisions relatives à l'agrément de cessions ou de transmission de parts sociales, doivent être prises à la majorité en nombre des associés détenant au moins les trois quarts des parts sociales.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société, la transformer en société en nom collectif ou en société en commandite, ou augmenter leurs engagements.

III - Les procès-verbaux des assemblées et des consultations écrites sont conformément à la loi établis et signés par le ou les gérants et le cas échéant par le président de séance et transcrits sur registre ou feuillets cotés et paraphés.

A défaut de feuille de présence, tous les associés présents à l'assemblée signent le procès-verbal.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par un gérant.

Les décisions collectives prises dans les formes ci-dessus prévues sont obligatoires pour tous les associés.

IV - Si la société ne comporte qu'un seul associé, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes, le cas échéant après rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions, prises aux lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - REPARTITION

ARTICLE VINGT - EXERCICE SOCIAL .-

L'année sociale commence le premier janvier pour prendre fin le trente-et-un décembre.

Le premier exercice social comprendra le temps couru de ce jour jusqu'au trente-et-un décembre mil neuf cent quatre vingt sept.

ARTICLE VINGT-ET-UN - COMPTES SOCIAUX .-

La comptabilité est tenue suivant les lois et usages du commerce.

La gérance établit, à la fin de chaque exercice les documents comptables prévus par les textes en vigueur et un rapport écrit de gestion.

Tous les documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes, s'il en existe, trente jours au moins avant la convocation de l'assemblée générale ordinaire.

Les documents comptables sont établis, pour chaque exercice, en se conformant aux prescriptions légales et selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Toutefois, en cas de proposition de modification, l'assemblée, au vu des comptes établis selon les formes et méthodes tant anciennes que nouvelles et selon l'information figurant dans l'annexe se prononce sur les modifications proposées.

ARTICLE VINGT-DEUX - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT .

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

La perte, s'il en existe, est imputée sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportée à nouveau.

ARTICLE VINGT-TROIS - DIVIDENDES .-

Le paiement du dividende est fait, au lieu et date fixés par l'assemblée ou la gérance et, au plus tard, dans les neuf mois de la date de clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

La gérance peut, dans les conditions légales, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes.

La restitution des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis peut être exigée des associés qui les ont reçus dans le délai de trois ans à compter de leur mise en distribution.

TITRE VII

TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

ARTICLE VINGT-QUATRE - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE .-

La transformation de la société en société civile professionnelle, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société en nom collectif n'est pas possible compte tenu de l'objet social.

La transformation en société anonyme peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts la société devant auparavant avoir établi, et fait approuver les bilans de ses deux premiers exercices.

Toutefois, la transformation en société anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si le montant des capitaux propres figurant au dernier bilan excède cinq millions de francs.

Toute décision de transformation est prise sur le rapport d'un commissaire aux comptes inscrit et, en cas de transformation en société anonyme, sur le rapport d'un commissaire désigné par autorité de justice et chargé d'apprécier la valeur des biens sociaux.

Si la société vient à comprendre plus de cinquante associés elle doit, dans le délai de deux ans, être transformée en société anonyme. A défaut, elle sera dissoute, à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle. Il en est de même de la prorogation.

TITRE VIII

DISSOLUTION DE LA SOCIETE - LIQUIDATION

ARTICLE VINGT-CINQ - DISSOLUTION A L'ARRIVEE DU TERME STATUTAIRE A DEFAUT DE PROROGATION .-

Un an au moins avant la date d'expiration de la durée de la société, la gérance provoque une décision collective extraordinaire des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non.

ARTICLE VINGT-SIX - DISSOLUTION ANTICIPÉE .-

Les associés, en réunissant les conditions de majorité fixées pour les décisions modificatives des statuts, peuvent à tout moment prononcer la dissolution de la société.

La dissolution peut également résulter :

- d'une décision judiciaire, notamment en cas de réduction de capital au-dessous du minimum légal, ou d'un nombre d'associés supérieur à cinquante ;

- et d'un jugement ordonnant la liquidation des biens de la société.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. La dénomination de la société devra alors être obligatoirement suivie de la mention "société en liquidation" apposée sur tous les documents émanant de la société et destinés aux tiers.

ARTICLE VINGT-SEPT - DISSOLUTION EN CAS DE PERTE .-

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer la collectivité des associés à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, dans les délais légaux, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La décision de l'assemblée est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

A défaut de réunion de l'assemblée ci-dessus prévue, ou dans le cas où elle n'a pas pu délibérer valablement sur dernière convocation, ou enfin dans le cas où les dispositions du 2ème alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées tout intéressé peut demander la dissolution de la société devant le tribunal de commerce.

ARTICLE VINGT-HUIT - LIQUIDATION .-

A la dissolution de la société, à quelque époque et pour quelque cause que ce soit, la société entrera en liquidation.

- 24 -

Les associés, statuant aux conditions de majorité fixées pour les décisions collectives non modificatives des statuts nommeront un ou plusieurs liquidateurs, avec ou sans limitation de la durée de leurs fonctions, et détermineront leur rémunération.

Les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les éléments de l'actif, apurer le passif, répartir le solde disponible conformément à l'avant dernier alinéa du présent article et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire à la liquidation complète de la société, en ce compris le maintien provisoire de l'exploitation.

La nomination du ou des liquidateurs mettra fin aux fonctions des gérants et, s'il y a lieu, sauf décision contraire des associés prise dans les conditions précitées à celles de tout commissaire aux comptes.

Les associés seront convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Pendant la liquidation, tous extraits ou copies des décisions des associés seront valablement certifiés par l'un des liquidateurs.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts sociales sera réparti entre les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

Si la clôture de liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement sans préjudice de la radiation d'office du registre du commerce et des sociétés dans les conditions prévues à l'article 38 I du décret 67.237 du 23 Mars 1967.

TITRE IX

DIVERS

ARTICLE VINGT-NEUF - CONTESTATIONS .-

En cas de contestation entre la société et l'un de ses mandants, celle-ci s'efforcera de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de la Compagnie des Commissaires aux Comptes.

Les autres contestations et celles qui ne pourraient être ainsi réglées seront soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé ou gérant sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations ou significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel ; à défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

ARTICLE TRENTE - PUBLICITE .-

Les formalités de constitution étant accomplies, l'avis prévu par l'article 285 du décret du 23 Mars 1967 sera inséré dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Jean-Noël SERIN, associé, à l'effet de signer et de publier ledit avis.

Après dépôt des pièces constitutives au Greffe du Tribunal de Commerce, Monsieur Jean-Noël SERIN ou son mandataire, requerra l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés

ARTICLE TRENTE-ET-UN - FRAIS .-

Les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la société seront portés aux comptes de frais de premier établissement et amortis avant toutes distributions de bénéfices

ARTICLE TRENTE-DEUX - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE .-

La présente société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND.

ARTICLE TRENTE-TROIS - MANDATS DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE .-

Tous pouvoirs sont conférés à Monsieur Jean-Noël SERIN à l'effet de procéder aux formalités d'inscription de la Société sur la liste des commissaires aux comptes.

ARTICLE TRENTE-QUATRE - CONDITION SUSPENSIVE .-

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription sur la liste des Commissaires aux Comptes par la Commission Régionale.

Les associés s'engagent à déposer tous les documents nécessaires à cet effet à la Commission Régionale d'inscription d'une part, et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'autre part.

En cas de refus d'inscription, la présente société serait considérée comme nulle et non avenue.

ARTICLE TRENTE-CINQ - INTERVENTIONS .-

Pour satisfaire aux dispositions de la loi du 10 Juillet 1982 et plus particulièrement celles de l'article 1832-2 du Code Civil, dispositions ajoutées au Code Civil par l'article 13 de la loi précitée :

- Monsieur Philippe DEVILLARD, époux de Madame Marie-Christine BIGOT, est intervenu au présent acte pour mentionner qu'il a été averti de l'apport fait par son épouse et qu'il ne désire pas devenir associé ;
- Madame Jeanine LAYBROS, épouse de Monsieur Jean-Marc GUYON est intervenue au présent acte pour mentionner qu'elle a été avertie de l'apport fait par son époux et qu'elle ne désire pas devenir associée ;
- Madame Andrée MOUNIER, épouse de Monsieur Jacques RIVIERE est intervenue au présent acte pour mentionner qu'elle a été avertie de l'apport fait par son époux et qu'elle ne désire pas devenir associée ;
- Madame Michèle COISSARD, épouse de Monsieur Jean-Noël SERIN est intervenue au présent acte pour mentionner qu'elle a été avertie de l'apport fait par son époux et qu'elle ne désire pas devenir associée ;
- Madame Michèle BONNEFOND, épouse de Monsieur Jean-Louis TRINCAL, est intervenue au présent acte pour mentionner qu'elle a été avertie de l'apport fait par son époux et qu'elle ne désire pas devenir associée ;
- Madame Simone GIROUD, épouse de Monsieur Alain SCUSTROT, est intervenue au présent acte pour mentionner qu'elle a été avertie de l'apport fait par son époux et qu'elle ne désire pas devenir associée.

Statuts modifiés suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 Décembre 1990 et cessions de parts sociales.

Statuts mis à jour suite
à l'AGE du 31.07.95.

